



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

dossier n° DP 044 020 24 Y2236

date de dépôt : 5 juillet 2024

**demandeur : UNIVERSITÉ GUSTAVE
EIFFEL, représenté par TAMAGNY
Philippe**

**pour : modifications des façades du
bâtiment BOUGUER et pose de
panneaux photovoltaïques en toiture
des bâtiments BOUGUER et DARCY**

**adresse terrain : ALL des Ponts et
Chaussées, à Bouguenais (44 340)**

Préfet de Loire-Atlantique

**ARRÊTÉ N° 020 24 Y2236
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de l'État**

Le préfet de Loire-Atlantique,

Vu la déclaration préalable présentée le 05 juillet 2024 par UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL, représenté par TAMAGNY Philippe demeurant ALL des Ponts et Chaussées, Bouguenais (44 340) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour des modifications des façades du bâtiment BOUGUER et la pose de panneaux photovoltaïques en toiture des bâtiments BOUGUER et DARCY ;
- sur un terrain situé ALL des Ponts et Chaussées, à Bouguenais (44 340) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme métropolitain approuvé le 5 avril 2019, modifié le 16 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer pour les déclarations préalables ;

Vu la subdélégation en date du 31 janvier 2023 du directeur départemental des territoires et de la mer à certains de ses collaborateurs ;

Vu l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie le 12 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Maire de Bouguenais en date du 17 juillet 2024 ;

Vu l'avis de Nantes Métropole – Pôle Sud-Ouest en date du 23 juillet 2024 ci-annexé ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à Nantes, le **30 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires et de la mer empêché,
La responsable du service conseil accompagnement et urbanisme durable,



Anne-Marie PENN

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

N.B. - Le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux est le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, BP 24 111, 44 041 Nantes cedex 01

AVIS DU MAIRE

MAIRIE DE
BOUGUENNAIS

DPT COMMUNE ANNEE N° DOSSIER
DA L. 44 2024 Y 2236

concernant

☐ Une demande de permis de construire (art. R. 421-26 du code de l'urbanisme)
☐ Une demande de lotissement (art. R. 315-25-2 du code de l'urbanisme)
☒ Autre :

DÉPOSÉE EN MAIRIE LE

19/07/24

PAR	NOM, PRENOMS	Université Gustave Eiffel (représentée par N. TARDIVY Philippe)
HABITANT	ADRESSE DU DEMANDEUR (NUMÉRO, VOIE, LIEU-DIT, CODE POSTAL, COMMUNE)	Allée des Arb et chaussées - 44340 BOUGUENNAIS
POUR UN PROJET SITUÉ A	ADRESSE DU TERRAIN (NUMÉRO, VOIE, LIEU-DIT, CODE POSTAL, COMMUNE)	Idem
	RÉFÉRENCES CADASTRALES DU TERRAIN (SECTIONS ET NUMÉROS DES PARCELLES)	CW 27 ; CW 28 ; CY 139 ; CY 140 ; CY 153 ; CY 154

Cet avis n'est requis que lorsque la décision relève de l'État. Dans ce cas, il est transmis à la direction départementale de l'Équipement dans le mois de la réception de la demande à la mairie, faute de quoi il est réputé favorable. Dans les autres cas, il peut être transmis au service instructeur choisi. Il peut revêtir toute autre forme qui paraîtra utile.

1. AVIS SUR LE PROJET DANS SON ENVIRONNEMENT

11. LE PROJET EST-IL SITUÉ	<input checked="" type="checkbox"/> DANS UN SECTEUR COUVERT PAR UN DOCUMENT D'URBANISME ? <input checked="" type="checkbox"/> Document : PLUm <input checked="" type="checkbox"/> Zone : UEi <input type="checkbox"/> DANS UNE PARTIE ACTUELLEMENT URBANISÉE ? <input type="checkbox"/> Centre urbain ou milieu aggloméré <input type="checkbox"/> Autre :	<input type="checkbox"/> DANS UN ESPACE NON URBANISÉ ? <input type="checkbox"/> Terrain agricole cultivable <input type="checkbox"/> Espace boisé (forêt, landes, maquis, garrigue) <input type="checkbox"/> Autre : DISTANCE APPROXIMATIVE DE LA CONSTRUCTION LA PLUS PROCHE (en m)
12.	Existe-t-il un ou plusieurs bâtiments sur le terrain ? <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Parmi ces bâtiments y en a-t-il qui sont destinés à être démolis à l'occasion de la réalisation du projet ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
13. OBSERVATIONS DU MAIRE	INCIDENCE DU PROJET SUR LES MILIEUX AVISINANTS (URBAINS OU NATURELS) ET EN PARTICULIER CONFORMITÉ AVEC LE POS RAS	

2. AVIS SUR LES ÉQUIPEMENTS DESSERVANT LE TERRAIN

21. VOIRIE	<input checked="" type="checkbox"/> LE TERRAIN EST DESSERVI PAR UNE VOIE <input type="checkbox"/> Publique <input type="checkbox"/> Privée LARGEUR DE LA VOIE m NATURE DU REVÊTEMENT APPRÉCIATION DE LA DESSERTE PAR RAPPORT AUX BESOINS ENGENDRÉS PAR LE PROJET <input checked="" type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Insuffisante <input type="checkbox"/> Mauvaise Y A-T-IL UN PLAN D'ALIGNEMENT ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Y A-T-IL DES PROBLÈMES D'ACCÈS ? LESQUELS ?	<input type="checkbox"/> LE TERRAIN N'EST PAS DESSERVI PAR UNE VOIE <input type="checkbox"/> La commune réalisera la desserte nécessaire AVANT LE <input type="checkbox"/> La commune n'est pas en mesure de préciser dans quel délai la desserte sera assurée <input type="checkbox"/> La commune n'a pas l'intention de réaliser la voie
22. RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU	<input checked="" type="checkbox"/> LE TERRAIN EST DESSERVI PAR UN RÉSEAU D'EAU <input type="checkbox"/> Public <input type="checkbox"/> Privé DIAMÈTRE DES CANALISATIONS ADAPTION DU RÉSEAU PAR RAPPORT AUX BESOINS ENGENDRÉS PAR LE PROJET <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Insuffisante <input type="checkbox"/> Mauvaise Y A-T-IL DES PROBLÈMES PARTICULIERS ? LESQUELS ?	<input type="checkbox"/> LE TERRAIN N'EST PAS DESSERVI PAR UN RÉSEAU D'EAU <input type="checkbox"/> La commune réalisera la desserte AVANT LE <input type="checkbox"/> La commune fera régulariser la desserte par un concessionnaire AVANT LE <input type="checkbox"/> La commune n'est pas en mesure de préciser dans quel délai la desserte sera assurée <input type="checkbox"/> La commune ou le concessionnaire n'a pas l'intention de réaliser le réseau
23. RÉSEAU DE GAZ D'ÉLECTRICITÉ ET DU TÉLÉPHONE	<input checked="" type="checkbox"/> LE TERRAIN EST DESSERVI EN ÉLECTRICITÉ BASSE TENSION LA DESSERTE EN ÉLECTRICITÉ EST-ELLE <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Insuffisante <input type="checkbox"/> Mauvaise Y A-T-IL DES PROBLÈMES PARTICULIERS ? LESQUELS ? Avis technique Pôle Sud Ouest	<input type="checkbox"/> LE TERRAIN N'EST PAS DESSERVI EN ÉLECTRICITÉ BASSE TENSION <input type="checkbox"/> LA COMMUNE FERA RÉALISER LA DESSERTE EN ÉLECTRICITÉ BASSE TENSION AVANT LE <input type="checkbox"/> La commune n'est pas encore en mesure de préciser si la desserte sera assurée Les constructions pouvant-elles être desservies par le réseau du téléphone ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON LES RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DU TÉLÉPHONE SITUÉS SUR LE TERRAIN DEVONT-ILS ÊTRE AÉRIENS OU ENTERRÉS ?

24. RÉSEAU D'ASSAINIS- SEMENT	<input checked="" type="checkbox"/> LE TERRAIN EST DESSEVI PAR UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT <input type="checkbox"/> Public <input type="checkbox"/> Privé		<input type="checkbox"/> LE TERRAIN N'EST PAS DESSEVI PAR UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT	
	<input type="checkbox"/> Par un réseau séparatif <input type="checkbox"/> Par un réseau unitaire		<input type="checkbox"/> La commune réalisera la desserte	
	ADAPTATION DU RÉSEAU DES EAUX PLUVIALES PAR RAPPORT AU PROJET <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Insuffisante <input type="checkbox"/> Mauvaise		<input type="checkbox"/> La commune fera réaliser la desserte par (1)	
	ADAPTATION DU RÉSEAU DES EAUX USÉES PAR RAPPORT AU PROJET <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Insuffisante <input type="checkbox"/> Mauvaise		<input type="checkbox"/> La commune n'est pas en mesure de préciser dans quel délai la desserte sera assurée	
	Y A-T-IL DES PROBLÈMES PARTICULIERS (RACCORDEMENT, EXTENSION) ? LESQUELS ?		<input type="checkbox"/> La commune n'a pas l'intention de desservir le terrain par un réseau public d'assainissement	
		AVIS SUR LES MODALITÉS D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL ENVISAGÉ PAR LE DEMANDEUR		
		Existe-t-il une station d'épuration ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		

25. RÉSEAU SECUR. INCENDIE	Les constructions peuvent-elles être desservies par un réseau assurant la lutte contre l'incendie ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
28. ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	1. LA COMMUNE POURRA-T-ELLE ASSURER La scolarité des enfants ? <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON La ramassage scolaire ? <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	
	2. LA COMMUNE ASSURERA-T-ELLE LA COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES ? <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON (Montes nébroses)	
	3. Y A-T-IL DES PROBLÈMES RELATIFS À D'AUTRES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ? LESQUELS ?	

3. PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE

31. MONTANT DE LA PARTIC. PROPOSÉ	
32. MODS DE PAIEMENT POSSIBLES	<input type="checkbox"/> Contribution financière <input type="checkbox"/> Apport de terrains <input type="checkbox"/> Réalisation de travaux
33. DÉLAI DE RECouvreMENT PROPOSÉ	

4. AVIS SUR LE PROJET DE CONSTRUCTION (LE CAS ÉCHÉANT)

41. AIRES DE STATIONNEMENT	OBSERVATIONS DU MAIRE RAS	
42. PLANTATIONS ET AIRES DE JEUX	Y A-T-IL LIEU DE PRESCRIRE	Le maintien des arbres existants ? (Plantations supprimées) <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		La réalisation de plantations nouvelles ou d'aires de jeux et de loisirs ? <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
43. ASPECT EXTÉRIEUR	OBSERVATIONS DU MAIRE SUR L'ASPECT EXTÉRIEUR DU PROJET (TOITURES, FAÇADES, CLÔTURES) RAS	
	Y A-T-IL LIEU D'IMPOSER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES ? RAS	

5. AVIS DU MAIRE

<input checked="" type="checkbox"/> FAVORABLE (NATURE ET MOTIFS DES PRESCRIPTIONS S'IL Y A LIEU)	DATE 17/07/24
<input type="checkbox"/> DÉFAVORABLE (INDIQUER LES MOTIFS COMPTE TENU DES OBSERVATIONS TIRÉES DES RUBRIQUES 13 À 43)	LE MAIRE Jean-Luc RUFFOJA Adjoint délégué à la transition écologique (urgence climatique et à l'habitat durable)

(1) Préciser le service public ou le concessionnaire de service public qui réalisera les travaux.



Pôle Sud Ouest
3 Boulevard Nelson Mandela
44340 Bouguenais
Affaire suivie par Jean-François TALLIO
Tél. 02 28 00 16 33

Déclaration Préalable

Numéro : DP 44020 24 Y 2236
Adresse projet : Allée des Ponts et Chaussées
Demandeur : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL
Adresse : Allée des Ponts et Chaussées - 44340 BOUGUENAI

Déposé le : 05/07/2024
Commune : Bouguenais

Projet : Modification de façade du bâtiment Bouguer et pose de panneaux photovoltaïques sur bâtiments Bouguer et Darcy

**AVIS TECHNIQUE DE NANTES MÉTROPOLE
PRÉALABLE A LA DÉLIVRANCE D'UNE AUTORISATION D'URBANISME**

Voirie

Le projet est desservi par l'allée des Ponts et Chaussées.

Pendant les travaux, le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions auprès des entreprises afin d'assurer la sécurité des usagers et la propreté du domaine public.

Eau potable

Sans Objet.

Eaux usées

Sans Objet.

Eaux pluviales

Sans Objet.

Électricité

Selon les dispositions de l'article L342-11 du code de l'énergie, la contribution au coût du branchement et de l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension¹ nécessaires à la réalisation d'un projet de production d'énergie est à la charge du Demandeur. Suite à l'étude du projet, celui-ci ne nécessite pas de nouveau raccordement de consommation. Par ailleurs si un nouveau branchement est souhaité, en plus de la production, une nouvelle demande devra être instruite dans nos services afin de réaliser une nouvelle étude technique.

Bouguenais, le 23 juillet 2024 ;
Jean-François TALLIO
Responsable urbanisme opérationnel et
réglementaire
Pôle Sud Ouest – Nantes Métropole



